

F. 87 — 394 (87 — 291)

23 DECEMBRE 1986. — Loi relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* n° 30 du 12 février 1987, à la page 1993, dans les références aux travaux parlementaires, session 1984-1985, Sénat, *Annales parlementaires*, lire : « Discussion. Séance du 5 juin 1985. Adoption. Séance du 6 juin 1985 », au lieu de « Discussion. Séance du 5 juin 1986. Adoption. Séance du 6 juin 1986 ».

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 87 — 395

20 JANVIER 1987. — Arrêté ministériel fixant les conditions de délivrance des autorisations de services aériens réguliers interrégionaux pour le transport de passagers, d'articles postaux et de fret entre États membres de la Communauté économique européenne

Le Ministre des Communications et du Commerce extérieur,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes n° 83/416/CEE du 25 juillet 1983, modifiée par la Directive n° 86/216/CEE du 26 mai 1986, concernant l'autorisation de services aériens réguliers interrégionaux pour le transport de passagers, d'articles postaux et de fret entre États membres;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919, relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment les articles 3 et 5;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1964 réglementant la navigation aérienne, notamment l'article 46, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1979;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :
Compagnie aérienne :

1. une entreprise de transport aérien qui a son administration centrale et son principal lieu d'activité dans la Communauté économique européenne et dont la participation majoritaire est détenue par des ressortissants des États membres ou par les États membres et qui est effectivement contrôlée par ces ressortissants ou États, ou
2. une entreprise de transport aérien qui, tout en ne répondant pas à la définition visée au 1 à la date du 25 juillet 1983 :

a) soit, a son administration centrale et son principal lieu d'activité dans la Communauté économique européenne et a effectué pendant les douze mois précédant le 25 juillet 1983, des services aériens réguliers ou non dans la Communauté;

b) soit, a effectué pendant les douze mois précédant le 25 juillet 1983, des services réguliers entre États membres de la Communauté économique européenne en provenance et à destination de l'État membre dont la compagnie est ressortissante.

Les compagnies aériennes qui répondent aux critères visés au 2 figurent à l'annexe B.

État dont la compagnie aérienne est ressortissante : État membre de la Communauté économique européenne dans lequel la compagnie aérienne est établie en tant que transporteur aérien à des fins commerciales.

Service aérien régulier interrégional : une série de vols possédant chacun toutes les caractéristiques ci-après :

1. ils répondent aux conditions fixées par l'article 2 et sont effectués moyennant rémunération de telle manière que chacun de ces vols soit accessible au public;

N. 87 — 394 (87 — 291)

23 DECEMBER 1986. — Wet betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke heffingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 30 van 12 februari 1987, blz. 1993, in de verwijzingen naar de parlementaire werkzaamheden, zitting 1984-1985, Senaat, *Parlementaire handelingen*, lezen : « Bespreking. Vergadering van 5 juni 1985. Aanneming. Vergadering van 6 juni 1985 », in plaats van « Bespreking. Vergadering van 5 juni 1986. Aanneming. Vergadering van 6 juni 1986 ».

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 87 — 395

20 JANUARI 1987. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor afgifte van machtigingen voor geregelde interregionale luchtdiensten voor het vervoer van reizigers, post en goederen tussen de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap

De Minister van Verkeerswezen en Buitenlandse Handel,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de richtlijn van de Raad der Europese Gemeenschappen nr. 83/416/EEG van 25 juli 1983, gewijzigd bij de richtlijn nr. 86/216/EEG van 26 mei 1986, betreffende de toelating van geregelde interregionale luchtdiensten voor het vervoer van reizigers, post en goederen tussen de Lid-Staten;

Gelet op de wet van 27 juni 1937, houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 3 en 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 46, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1979;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en werkingsfeer

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

Geregelde interregionale luchtdienst : een reeks vluchten die elk alle volgende kenmerken bezitten :

1. zij beantwoorden aan de bij artikel 2 gestelde voorwaarden en geschieden tegen betaling zodanig dat iedere vlucht voor het publiek openstaat;
2. zij verzorgen het verkeer tussen twee of meer vaste punten

1° ofwel volgens een gepubliceerde dienstregeling;

2° ofwel zo regelmatig of zo vaak dat de vluchten duidelijk een systematische reeks vormen.

Luchtvaartmaatschappij :

1. een onderneming voor luchtvervoer die haar hoofdzetel en haar voornaamste plaats van bedrijvigheid in de Europese Economische Gemeenschap heeft en waarvan de meerderheidsparticipatie in handen is van onderdanen van Lid-Staten of van Lid-Staten en die daadwerkelijk wordt bestuurd door die onderdanen of Staten, ofwel

2. een onderneming voor luchtvervoer die, hoewel zij op het tijdstip van 25 juli 1983 niet beantwoordt aan de sub 1 bedoelde begripsbepaling :

a) ofwel haar hoofdzetel en haar voornaamste plaats van bedrijvigheid in de Europese Economische Gemeenschap heeft en gedurende de twaalf maanden voorafgaande aan 25 juli 1983 geregelde of niet geregelde luchtdiensten in de Gemeenschap heeft uitgevoerd;

b) ofwel gedurende de twaalf maanden voorafgaande aan 25 juli 1983 tussen Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap geregelde luchtdiensten heeft uitgevoerd, met als vertrekpunt en bestemming de Lid-Staat waarvan de onderneming een onderdaan is.

2. ils sont exécutés afin d'assurer le trafic entre deux mêmes points ou plus :

- 1° soit suivant un horaire publié;
- 2° soit avec une régularité ou une fréquence telle qu'ils constituent une série systématique évidente de vols.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux procédures d'autorisation de services aériens réguliers interrégionaux, pour le développement du trafic aérien intracommunautaire, pour le transport :

- de passagers ou
 - de passagers ainsi que d'articles postaux ou de fret,
- sur des voyages qui commencent et se terminent sur le territoire européen des Etats membres de la Communauté économique européenne et qui sont exploités à la fois :

a) sur des parcours ayant chacun plus de 400 km ou sur des parcours inférieurs à 400 km lorsque le transport aérien permet un gain de temps substantiel par rapport aux transports de surface, en raison d'obstacles naturels tels que la mer ou des montagnes;

b) au moyen d'aéronefs ayant une capacité ne dépassant pas 70 places ou dont le poids maximal au décollage ne dépasse pas 30 tonnes, et

c) entre deux aéroports de la Communauté économique européenne, ouverts au trafic international régulier, à l'exclusion des voyages qui commencent ou se terminent sur des aéroports des îles grecques et des îles atlantiques composant la région autonome des Açores, jusqu'au 1^{er} juillet 1993, ou sur des aéroports figurant à l'annexe A.

Art. 3. Le présent arrêté ne s'applique pas aux relations entre l'Etat belge et ses compagnies aériennes ressortissantes.

CHAPITRE II. — Régime des autorisations

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'il est saisi d'une demande d'exploitation d'un service aérien interrégional, approuvée et transmise par l'Etat dont la compagnie aérienne concernée est ressortissante, le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué autorise la compagnie aérienne à exploiter ce service aérien interrégional si l'est conforme aux dispositions du présent arrêté.

Toutefois, le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué peut refuser l'autorisation d'exploitation si, au moment de la demande d'autorisation, se présente une des circonstances suivantes :

a) le point de départ du service demandé n'est pas situé dans l'Etat dont la compagnie aérienne concernée est ressortissante;

b) un service aérien régulier indirect existe déjà entre les deux aéroports concernés ou entre d'autres aéroports situés chacun dans un rayon de 50 km de l'un des deux, et que ce service implique :

- un temps total de transit de moins de nonante minutes entre les vols et
- une augmentation du temps total de vol par rapport au service interrégional proposé de moins de 50 %;

c) un service aérien régulier existe déjà :

- entre un des deux aéroports concernés et un autre aéroport situé dans un rayon de 50 km de l'autre aéroport concerné, ou

- entre deux autres aéroports situés l'un et l'autre dans un rayon de 50 km de l'un des deux aéroports concernés.

§ 2. Le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué peut également refuser une autorisation de service aérien interrégional si un ou plusieurs des motifs ci-après s'y opposent, à condition toutefois que ceux-ci n'entraînent pas de discrimination à l'encontre des services aériens interrégionaux :

a) l'aéroport concerné a des possibilités insuffisantes pour accueillir le service;

b) les aides à la navigation ne sont pas adéquates pour accueillir le service;

c) la desserte du trafic sollicité est déjà assurée d'une manière satisfaisante tant du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif par des services aériens directs existant entre les deux aéroports concernés.

De luchtvaartmaatschappijen die voldoen aan de criteria bedoeld onder 2 worden in bijlage B vermeld.

Staat waarvan de luchtvaartmaatschappij een onderdaan is : Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap waarin de luchtvaartmaatschappij als ondernemer voor luchtvervoer voor commerciële doeleinden is gevestigd.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op machtigingsprocedures voor geregelde interregionale luchtdiensten ter ontwikkeling van het interne luchtvervoer in de Gemeenschap, voor het vervoer :

- van passagiers of
 - van passagiers samen met post of vrachtgoed,
- op vluchten die beginnen en eindigen op het Europese grondgebied van de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap en die :

a) verlopen in etappes die elk meer dan 400 km bedragen of in etappes van minder dan 400 km wanneer het luchtvervoer wegens het bestaan van natuurlijke hindernissen zoals zeeën of bergen een aanzienlijke tijdsbesparing kan opleveren in vergelijking met het vervoer over land of zee;

b) worden uitgevoerd met luchtvaartuigen met een capaciteit van niet meer dan 70 passagiers of een maximum startgewicht van niet meer dan 30 ton, en

c) worden uitgevoerd tussen twee luchthavens van de Europese Economische Gemeenschap, die openstaan voor internationaal geregeld vervoer met uitsluiting van de vluchten die beginnen of eindigen op de luchthavens van de Griekse eilanden en de Atlantische eilanden die de autonome regio van de Azoren vormen, tot 1 juli 1993, of op de luchthavens opgesomd in bijlage A.

Art. 3. Dit besluit vindt geen toepassing op de betrekkingen tussen de Belgische Staat en de luchtvaartmaatschappijen die er onderdaan van zijn.

HOOFDSTUK II. — Machtigingenregeling

Art. 4. § 1. Wanneer hij een aanvraag ontvangt tot de exploitatie van een interregionale luchtdienst, goedgekeurd en overgenomen door de Staat waarvan de betreffende luchtvaartmaatschappij een onderdaan is, verleent de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde aan de luchtvaartmaatschappij een machtiging tot de exploitatie van deze interregionale luchtdienst wanneer deze overeenstemt met de bepalingen van dit besluit.

De Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde kan de exploitatiemachtiging evenwel weigeren indien, op het ogenblik van de aanvraag van de machtiging, één van de volgende omstandigheden zich voordoet :

a) het vertrekpunt van de aangevraagde dienst is niet gelegen in de Staat waarvan de betreffende luchtvaartmaatschappij een onderdaan is;

b) er wordt reeds een indirecte geregelde luchtdienst onderhouden tussen de twee betrokken luchthavens of tussen andere luchthavens ieder gelegen binnen een straal van 50 km om één van deze twee luchthavens waarbij :

- de totale transitotijd tussen de vluchten minder dan negentig minuten bedraagt en
- de totale vliegtijd vergeleken met de voorgestelde interregionale luchtdienst met minder dan 50 % wordt verlengd;

c) er wordt reeds een geregelde luchtdienst onderhouden :

- tussen één van de twee betrokken luchthavens en een andere luchthaven gelegen binnen een straal van 50 km om de andere betrokken luchthaven, of

- tussen twee luchthavens die elk van beide zijn gevestigd binnen een straal van 50 km om een van de betrokken luchthavens.

§ 2. De Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde kan eveneens een machtiging tot een interregionale luchtdienst weigeren indien één of meer van de hierna genoemde redenen een dergelijke vergunning uitsluiten en mits deze geen diskriminatie inhouden ten opzichte van de interregionale luchtdiensten :

a) de betrokken luchthaven beschikt niet over voldoende voorzieningen voor het onderbrengen van de dienst;

b) de navigatiehulpmiddelen zijn ontoereikend voor het onderbrengen van de dienst;

c) het verkeer waarvoor de luchtdienst wordt aangevraagd, wordt in kwalitatief en kwantitatief opzicht reeds op bevredigende wijze onderhouden door bestaande directe luchtdiensten tussen de twee betrokken luchthavens.

§ 3. Lorsque le ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué est saisi d'une demande d'exploitation d'un service interrégional, conformément au § 1^{er}, il doit, dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la demande prendre une décision qui, soit autorise l'exploitation du service, soit la refuse pour les motifs prévus aux paragraphes précédents et notifier sa décision à l'Etat dont la compagnie aérienne est ressortissante et à la Commission des Communautés européennes.

§ 4. Lorsque le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué refuse une autorisation conformément aux dispositions du présent article, il doit, s'il y est invité, indiquer par écrit les raisons qui motivent sa décision.

§ 5. Dans le cas où une compagnie aérienne belge a reçu d'un autre Etat membre l'autorisation d'effectuer un service aérien interrégional, le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué ne peut rejeter une demande d'exploitation d'un service interrégional sur le même itinéraire introduite par une compagnie aérienne qui est ressortissante de cet Etat.

Art. 5. § 1^{er}. Les autorisations visées à l'article 4 donnent à la compagnie aérienne concernée le droit d'embarquer et de débarquer les catégories de trafic visées à l'article 2.

§ 2. Les autorisations visées au § 1^{er} sont valables pour une durée de trois ans au moins, ou pour une durée inférieure si la compagnie aérienne concernée le souhaite, sauf révocation ou retrait dû au fait que le service en cause ne répond plus aux conditions qui ont permis l'autorisation.

§ 3. Une autorisation expire si la compagnie aérienne concernée ne commence pas l'exploitation dans l'année qui suit la date d'ouverture indiquée dans l'autorisation.

Art. 6. L'autorisation n'est accordée et maintenue que si la compagnie aérienne soumet les tarifs pratiqués à l'approbation du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué. L'approbation portera sur les tarifs pratiqués, sans subvention extérieure, pour autant :

a) qu'ils soient en rapport raisonnable avec les coûts d'exploitation de la compagnie aérienne pour ce service, sans aide directe ou indirecte de l'Etat, et permettent en même temps une rémunération adéquate du capital, et

b) qu'ils n'aient pas un caractère de dumping.

Art. 7. Le présent arrêté ne restreint aucun droit de trafic qui, au 25 juillet 1983, a été accordé à un Etat membre de la Communauté économique européenne et en vertu duquel une compagnie aérienne de la Communauté a été ou peut être autorisée à exploiter une liaison aérienne.

Art. 8. Le droit de survol du territoire belge ou d'escale sur ce territoire à des fins autres que celles du trafic est accordé à toute compagnie aérienne aux fins de l'exploitation de tout service aérien interrégional conforme à la Directive du Conseil des Communautés européennes n° 83/416/CEE du 25 juillet 1983, modifiée par la Directive n° 86/216/CEE du 26 mai 1986 concernant l'autorisation de services aériens réguliers interrégionaux pour le transport de passagers, d'articles postaux et de fret entre Etats membres.

Art. 9. Le Directeur général de l'administration de l'aéronautique établit chaque année un rapport contenant des informations statistiques sur le nombre des services interrégionaux autorisés ou refusés, et le nombre de ces services qui ont commencé ou cessé de fonctionner au cours de la période considérée.

CHAPITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1984.

Bruxelles, le 20 janvier 1987.

H. DE CROO

§ 3. Wanneer de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde overeenkomstig § 1 een aanvraag ontvangt tot de exploitatie van een interregionale luchtdienst, dient hij binnen een termijn van drie maanden na de datum van de ontvangst van de aanvraag, een beslissing te nemen waarbij de exploitatie van de dienst ofwel toegelaten wordt, ofwel geweigerd wordt om de redenen voorzien in de voorgaande paragrafen en zijn beslissing mede te delen aan de Staat waarvan de luchtvaartmaatschappij een onderdaan is en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

§ 4. Wanneer de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde overeenkomstig hogervermelde bepalingen een machtiging weigert, dient hij, indien hij daartoe wordt verzocht, schriftelijk de redenen mede te delen waarop zijn beslissing is gegrond.

§ 5. Wanneer een Belgische luchtvaartmaatschappij van een andere Lid-Staat machtiging heeft verkregen om een interregionale luchtdienst te verzorgen, kan de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of zijn gemachtigde een door een luchtvaartmaatschappij die onderdaan van die Staat is, ingediende aanvraag om exploitatie van een interregionale dienst op dezelfde route, niet afwijzen.

Art. 5. § 1. De in artikel 4 bedoelde machtigingen verlenen de betrokken luchtvaartmaatschappij het recht om de in artikel 2 bedoelde vervoerscategorieën op te nemen en af te zetten.

§ 2. De in § 1 genoemde machtigingen gelden voor een termijn van ten minste drie jaar, of voor een zodanige kortere termijn als door de betrokken luchtvaartmaatschappij wordt verlangd, behoudens herroeping of intrekking omdat de betrokken dienst niet langer voldoet aan de voorwaarden op grond waarvan er een machtiging voor was verleend.

§ 3. Een machtiging vervalt indien de betrokken luchtvaartmaatschappij geen aanvang met de vluchten maakt binnen één jaar na de in die machtiging vermelde aanvangsdatum.

Art. 6. De machtiging wordt slechts verleend en gehandhaafd als de luchtvaartmaatschappij de toegepaste tarieven ter goedkeuring voorlegt aan de Minister die met het bestuur van de luchtvaart belast is of aan zijn gemachtigde. De goedkeuring heeft betrekking op de tarieven die zonder externe subsidie worden toegepast, voor zover :

a) ze in een redelijke verhouding staan tot de bedrijfskosten van de luchtvaartmaatschappij voor die dienst, zonder directe of indirecte Staatssteun en ze terzelfdertijd een voldoende kapitaalrendement mogelijk maken, en

b) ze geen dumpingskarakter hebben.

Art. 7. Dit besluit houdt geen beperking in van een vervoersrecht dat, op 25 juli 1983, toegekend was aan een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap en op grond waarvan een luchtvaartmaatschappij van de Gemeenschap gemachtigd is of kan worden een luchtdienst te exploiteren.

Art. 8. Het recht om over het Belgische grondgebied te vliegen of om er een tussenlanding op te maken met andere dan commerciële doeleinden, wordt aan iedere luchtvaartmaatschappij toegekend met het oog op de uitbating van iedere interregionale luchtdienst overeenkomstig de Richtlijn van de Raad der Europese Gemeenschappen nr. 83/416/EEG van 25 juli 1983, gewijzigd bij de Richtlijn nr. 86/216/EEG van 26 mei 1986 betreffende de toelating van geregelde interregionale luchtdiensten voor het vervoer van reizigers, post en goederen tussen de Lid-Staten.

Art. 9. De Directeur-Generaal van het bestuur der luchtvaart stelt jaarlijks een verslag op inhoudende statistische gegevens betreffende het aantal goedgekeurde of geweigerde interregionale diensten, alsmede betreffende het aantal van deze diensten die in de betrokken periode zijn aangevangen of beëindigd.

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1984.

Brussel, 20 januari 1987.

H. DE CROO

Annexe A

Aéroports exclus
du trafic aérien interrégional régulier

Etat membre	Aéroport
Belgique	Bruxelles-Zaventem
Danemark	Kobenhavn-Kastrup/Roskilde
Allemagne	Frankfurt/Rhein-Main Düsseldorf-Lohausen München-Riem
Grèce	Athinaï-Hellinikon Thessaloniki-Micra
France	Paris-Charles de Gaulle/Orly
Irlande	Dublin
Italie	Roma-Fiumicino/Ciampino Milano-Linate/Malpensa
Pays-Bas	Amsterdam-Schiphol
Portugal	Lisboa Faro Porto (1)
Royaume-Uni	London-Heathrow/Gatwick/Stansted Luton

(1) Jusqu'au 1er janvier 1993.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 janvier 1987.

Le Ministre des Communications
et du Commerce extérieur,

H. DE CROO

Annexe B

Compagnies aériennes visées au 2
de la définition « Compagnie aérienne » figurant à l'article premier

Aussi longtemps qu'elles seront agréées en tant que compagnies nationales par l'Etat membre qui les agréé en tant que telles à la date du 25 juillet 1983, les compagnies aériennes suivantes répondent aux critères visés au 2 de la définition « Compagnie aérienne » figurant à l'article premier du présent arrêté :

Scandinavian Airlines System
Britannia Airways
Monarch Airlines.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 janvier 1987.

Le Ministre des Communications
et du Commerce extérieur,

H. DE CROO

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 396

6 FEVRIER 1987. — Arrêté royal prorogeant la durée de validité du droit aux allocations de chômage et aux indemnités complémentaires des travailleurs frontaliers âgés licenciés ou mis en chômage complet (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 215, § 4;

Voir note à la page suivante.

Bijlage A

Luchthavens uitgesloten
voor het geregelde interregionale luchtvervoer

Lidstaat	Luchthaven
België	Brussel-Zaventem
Denemarken	Kobenhavn-Kastrup/Roskilde
Duitsland	Frankfurt/Rhein-Main Düsseldorf-Lohausen München-Riem
Griekenland	Athinaï-Hellinikon Thessaloniki-Micra
Frankrijk	Paris-Charles de Gaulle/Orly
Ierland	Dublin
Italië	Roma-Fiumicino/Ciampino Milano-Linate/Malpensa
Nederland	Amsterdam-Schiphol
Portugal	Lisboa Faro Porto (1)
Verenigd Koninkrijk	London-Heathrow/Gatwick/Stansted Luton

(1) Tot 1 januari 1993.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 20 januari 1987.

De Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel,

H. DE CROO

Bijlage B

Luchtvaartmaatschappijen bedoeld onder 2
van de definitie « Luchtvaartmaatschappij » opgenomen in artikel 1

De volgende luchtvaartmaatschappijen beantwoorden aan de criteria vermeld onder 2 van de definitie « Luchtvaartmaatschappij » die opgenomen werd in artikel 1 van dit besluit en dit zolang zij als nationale luchtvaartmaatschappijen worden erkend door de Lid-Staat die ze als zodanig heeft erkend op datum van 25 juli 1983 :

Scandinavian Airlines System
Britannia Airways
Monarch Airlines.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 20 januari 1987.

De Minister van Verkeerswezen
en Buitenlandse Handel,

H. DE CROO

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 396

6 FEBRUARI 1987. — Koninklijk besluit tot verlenging van het recht op werkloosheidsuitkeringen en op aanvullende vergoedingen van ontslagen bejaarde grensarbeiders of die volledig werkloos zijn gesteld (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid op artikel 215, § 4.

Zie nota op volgende bladzijde.